

POUR UN APPEL À UNE SEMAINE DE GRÈVE GÉNÉRALE

L'année et demi de présidence Sarkozy qui vient de s'écouler laissera à beaucoup d'entre nous un goût amer. Face à la multiplication des attaques gouvernementales contre la plupart des catégories de la population (salariés, précaires, sans emploi, retraités, étudiants...), force est de constater que la riposte syndicale n'a pas été à la hauteur. Nous sommes nombreux à penser que si le mouvement social n'a pas été suffisamment massif, une partie de la responsabilité en incombe à l'émiettement des journées de grève de 24 heures et des motifs de mobilisation. Les grèves d'un jour et autres "temps forts" ne sont manifestement pas de nature à faire reculer le gouvernement.

C'est pourquoi nous nous adressons à toutes les organisations syndicales pour qu'elles appellent, dans la plus grande unité possible, à **une semaine au moins de grève générale**. Une telle semaine de blocage national coûtera moins cher aux grévistes que 9 ou 10 journées de grève isolées et sera dans tous les cas plus efficace.

Cette semaine de grève générale, dont la date et les modalités devront être décidées dès que possible, présente par ailleurs l'avantage de permettre de nombreux types d'actions : manifestations unitaires, rencontres avec la population et les médias, assemblées générales par syndicats, par branche... Elle permettra en outre d'élargir la mobilisation et de finir en apothéose. Elle sera financièrement supportable si elle est annoncée suffisamment à l'avance et bien préparée, par exemple par des caisses de solidarité.

Elle forcera surtout le gouvernement à ouvrir de véritables négociations avec les syndicats sur les revendications des travailleurs, le rapport de force étant cette fois en leur faveur. Nos revendications devront notamment porter, cette année encore, sur le pouvoir d'achat (salaires, hausse des prix), la santé (franchises médicales), le service public (suppressions de postes, conditions de travail, désertification, privatisations), les retraites, la remise en cause des 35 heures (mode de négociation, travail du dimanche, travail des cadres), les atteintes aux droits de l'homme (lois sécuritaires, fichage, ...), la refonte du droit du travail, le droit de grève, et l'on peut malheureusement craindre que de nouveaux motifs d'exaspération sociale ne viennent s'ajouter à cette liste dans les mois qui viennent.

Nous ne pouvons plus nous permettre de faire grève et de manifester motif après motif, branche par branche, tant il est vrai que les plus graves des attaques gouvernementales nous concernent tous.

C'EST DANS L'UNITÉ ET LA COMBATIVITÉ QUE NOUS GAGNERONS !

Fédération SUD éducation